

Affaire des sous-marins : les démocrates tels qu'en eux mêmes



Article rédigé par *Roland Hureaux*, le 29 septembre 2021

Les Français, surtout ceux de gauche, n'ont jamais voulu le voir. L'hostilité à la France, répandue comme on sait, aux Etats-Unis, est d'abord le fait des démocrates.

Le jeu anti-français des démocrates

La rupture unilatérale du contrat franco-australien de vente de 12 sous-marins par Joe Biden est dans la stricte continuité du comportement des démocrates américains à l'égard d'a France depuis presque un siècle. On se souvient de l'hostilité viscérale de Roosevelt à l'égard de De Gaulle, sans doute attisée par Jean Monnet. C'est grâce au général Eisenhower que le président américain ne put pas imposer à la France libérée le plan AMGOT qui serait revenu à une nouvelle occupation. Le général, qui devait devenir président républicain, comprit ce qu'il y avait d'irréaliste à vouloir imposer une administration étrangère à une France dont la résistance avait joué un rôle décisif dans le succès du débarquement. Au demeurant, Roosevelt hostile à toute forme de colonisation, l'était particulièrement à la colonisation française.

Le président Kennedy, sous le charme duquel tant de Français tombèrent, d'autant que sa femme était en partie d'origine française, poussa autant qu'il le put non seulement l'indépendance d'Algérie mais aussi l'hégémonie du FLN que les ambassades américaines introduisirent un peu partout sur la scène diplomatique, au point de rendre impossible une indépendance sans lui. Les services secrets américains menèrent le double jeu jusqu'à aider à la fois le FLN et l'OAS, ce qui obligea Kennedy à les désavouer après l'attentat du Petit-Clamart. Bien qu'il ait été un allié inflexible au temps de la guerre froide, De Gaulle dut pourtant essuyer l'hostilité des Américains à presque tous ses projets : force de frappe nationale (à laquelle Washington tenta d'opposer une mythique force « multilatérale »), plan Fouché, traité franco-allemand, refus de l'entrée de l'Angleterre dans la Communauté européenne, marché commun agricole.

L'hostilité se durcit avec l'avènement de Lyndon Johnson, texan cynique et inculte pour lequel De Gaulle qui admirait son prédécesseur, n'avait que mépris. C'est à ce moment là que le président français prit toute une série d'initiatives destinées, non à rompre l'alliance mais à prendre des distances vis à vis de Washington : retrait de l'organisation intégrée de l'OTAN, rapprochement avec la Russie, visite au Québec, discours de Phnom Penh, condamnation de l'action offensive d'Israël lors de la guerre des Six Jours, tournée en Amérique latine, et surtout remise en cause du rôle du dollar. Mai 68 se situe dans la suite de ces événements au point que certains ont voulu y voir, à tort ou à raison, une sanction indirecte de la France par celui qu'on appelait alors l'Oncle Sam.

Comme on sait, les relations franco-américaines, qui avaient été bien plus paisibles sous Eisenhower – lequel ne mit aucun obstacle au retour de De Gaulle au pouvoir –, furent largement restaurées sous Nixon avec lequel durant les trois mois où ils gouvernèrent ensemble, les relations franco-américaines connurent une véritable lune de miel.

Entente étonnante entre Reagan et Mitterrand, non sans une ré-inféodation discrète du Français, lequel était assez avisé pour savoir que l'on doit laisser de côté les affinités partisans dès qu'on entre dans la sphère diplomatique.

Le président le plus fortement hostile aux intérêts français fut sans doute Bill Clinton. C'est sous sa présidence que les Etats-Unis soutinrent la prise de pouvoir de Kagame au Rwanda, puis son invasion au Zaïre, opérations dont un des buts était l'éviction des Français de l'Afrique centrale. Même si Chirac se vit

contraint d'y participer, la guerre de Yougoslavie (1979), visait la destruction de la Serbie, allié historique de la France au bénéfice d'amis de l'Allemagne (Croates, Bosniaques musulmans, Kosovars), ces derniers accueillant les forces de l'OTAN en faisant le salut nazi.

Il est vrai que l'hostilité franco-américaine se durcit encore quand Chirac refusa d'associer la France à l'invasion de l'Irak. Il faut « punir » la France dit la secrétaire d'Etat Condoleezza Rice. C'était il est vrai sous George W. Bush, républicain, mais passé depuis le 11 septembre sous l'influence d'un clan néo-conservateur largement issus du parti démocrate.

Bellicisme de la gauche américaine

Les démocrates ne furent pas seulement hostiles à la France et méprisants des intérêts français, ils jouèrent plus qu'à leur tour le rôle de boute-feux.

Boute feu le président Wilson qui imposa ses principes idéalistes au traité de Versailles (1919) multipliant les frustrations et les motifs d'instabilité en Europe. Roosevelt retarda longtemps le débarquement en Afrique et en France et refusa l'option d'une percée dans les Balkans à partir de l'Italie qui aurait empêché Staline, que le président américain prenait presque pour un humaniste, d'opérer une mainmise sur l'Est du continent, ratifiée de fait à Yalta.

Ne nous plaignons cependant pas de l'intervention américaine dans les deux guerres mondiales. La première ne fut pas aussi décisive qu'on l'a fait croire aux Français - et aux Américains. La seconde le fut d'abord pour empêcher que nous ne soyons in fine « libérés » par Staline.

Difficile de ne pas qualifier Truman de boute-feu, au sens littéral, lui qui décida Hiroshima et Nagasaki, sans qu'on soit encore sûr qu'il n'y avait pas d'autre option. Il reste le meilleur président démocrate par la manière dont il fit face avec autant de mesure que de détermination à l'agressivité soviétique des années 1945-1952. On ne saurait en dire autant de John F. Kennedy, irresponsable dans l'affaire de baie des Cochons, jugé par certains pas assez ferme lorsqu'il il rencontre Khrouchtchev à Vienne au point de lui donner l'impression que le Russe pouvait avancer ses pions. Surtout, c'est lui qui commence la longue et douloureuse guerre du Vietnam et, peu avant d'être lui-même assassiné, organise un coup d'Etat contre un protégé américain, le président sud-vietnamien Ngo Dinh Diem, plus légitime que ceux que les Américains imposèrent ensuite. Modeste au début, l'assistance militaire américaine à Saïgon se mua peu à peu en une intervention directe sous Lyndon Johnson : elle se traduisit par l'envoi d'un demi-million de soldats américains et, jusqu'à l'élection de Nixon personne ne voyait à Washington comment se tirer de ce conflit qui amena une partie de la jeunesse à basculer dans le pacifisme.

Nixon devait conclure en janvier 1973, par les accords de Paris, la guerre du Vietnam, non sans l'avoir au préalable durcie.

A la fin des années soixante-dix, les inconséquences de Carter ont mis l'Europe, comme jamais auparavant, sous la menace soviétique. Menace qui ne devait être conjurée que par l'acceptation par les Européens, sous l'impulsion de la France, si longtemps tenue pour un allié indocile, de l'installation des euromissiles sur leur sol. Même inconséquence en Iran où les Américains laissèrent tomber un autre allié, le shah, avec les suites que l'on sait.

Les initiatives de Bill Clinton ont causé la mort de près de cinq millions de personnes dans l'Afrique des Grands Lacs, événements tragiques dont Boutros-Ghali, alors secrétaire général de l'ONU, disait que la responsabilité revenait entièrement aux Etats-Unis. Si la Yougoslavie a été détruite en 1999, pour quel profit, sinon un renforcement de l'islam en Europe avec l'indépendance du Kosovo ? Les sanctions imposées à l'Irak ont causé, elles, pendant ce temps, la mort de plusieurs centaines de milliers d'enfants, dont la secrétaire d'Etat américaine Madeleine Albright s'est laissée aller à dire : « si c'est le prix à payer pour chasser Saddam Hussein, pourquoi pas ? »

Obama, appuyé au début par sa secrétaire d'Etat Hillary Clinton, épouse de Bill, a reçu le prix Nobel de la paix et provoqué quatre guerres : Libye, Syrie, Ukraine, Yémen. Tous ces pays sont encore plus ou moins en conflit. L'appui des démocrates américains aux printemps arabes (2011) qu'ils ont peut-être provoqués eux-mêmes a réussi à mettre le feu à tout le Proche-Orient.

Trump qui est venu après, accusé stupidement de bellicisme par la gauche française a terminé, au moins en partie, deux de ces guerres (Irak, Syrie) et à la différence de tous ses prédécesseurs depuis Reagan, n'en a commencé aucune. Il a tenté d'apaiser, non sans difficultés, les relations des Etats-Unis avec la Russie.

Dès son retour aux affaires, les démocrates, sous Biden, envoient des signaux particulièrement hostiles à Moscou, jusqu'à traiter Poutine de criminel. Après avoir reproché vivement à Trump ses positions dures face à la Chine (qui avaient d'abord un caractère commercial), ils prennent des positions encore plus dures.

L'annulation de la commande de douze sous-marins à propulsion classique n'est pas seulement un camouflet pour la France, c'est un durcissement dangereux de la stratégie américaine dans le Pacifique et un signal extrêmement hostile envoyé à la Chine. L'Australie, qui avait sa propre marge de manœuvre est désormais cadennassée dans une alliance étroite avec les Etats-Unis dirigée contre la Chine. Des sous-marins à propulsion non-classique sont de petites centrales nucléaires navigant sous les océans. La politique de l'Australie, première puissance non nucléaire à s'en doter, fera école. On les verra bientôt proliférer dans les océans indien et pacifique avec tous les risques que l'on sait.

Aveuglement de la gauche française

Face à un parti démocrate à la fois et belliciste et hostile à la France, on se demande pourquoi l'élection de Biden a été espérée et saluée avec tant de ferveur par la grande majorité de la gauche française, Macron en tête. Il est vrai que le lien entre le parti démocrate et ses succursales, comme la *National Endowment for democracy*, et la fondation *Terra nova*, vivier idéologique de la gauche française sont étroits.

Le président républicain Trump que cette même gauche - et même un parti de droite, sous influence, haïssait était pourtant bien mieux disposée à l'égard de notre pays ; détestant Angela Merkel, il était prêt reprendre la politique classique des Anglo-saxons : maintenir l'équilibre sur le continent et donc, à ce moment-là, nous favoriser face à l'Allemagne. Mais comme il était hostile à l'OTAN et peu enthousiaste de l'Union européenne, l'oligarchie française, obnubilée par ces machines, a cru, à tort, qu'il était hostile à la France. Macron n'a pas donné suite. Trump – comme Poutine d'ailleurs- a vite compris qu'il n'y avait rien à en attendre.

Il fallait toutes les œillères de la gauche française pour que Le Drian socialiste pro-américain et pro-démocrate bon teint s'étonne et s'indigne du revirement australien, que ses services n'avaient, semble-t-il, même pas anticipé.

Roland HUREAUX